

Doctoriales du Groupe Recherches-Ressources - Édition 2026

Appel à communications

Territoires et représentations : penser la mise en récit des ressources

Lundi 8 juin 2026 - Campus Croix-Rouge - Université de Reims Champagne-Ardenne

Cette édition des doctoriales transdisciplinaires du groupe Recherches-Ressources invite à réfléchir sur les formes de représentation et de mise en récit des ressources, ainsi qu'aux dispositifs matériels, techniques et institutionnels qui accompagnent ces récits. Dans des contextes de crises écologiques, de transitions énergétiques et de tensions géopolitiques, les ressources matérielles sont de plus en plus mobilisées et exploitées. Les récentes actions et déclarations de l'actuel président des Etats-Unis concernant le Venezuela font explicitement référence aux réserves de pétrole du pays pour justifier sa politique internationale impérialiste, construisant ainsi un récit national pour lequel l'accès à la ressource est devenu indispensable. Les sciences sociales s'attachent à comprendre comment les processus de mise en ressources s'opèrent à travers une mise en récit et une territorialisation, inscrits dans des contextes socio-politiques donnés, et comment ils provoquent des mutations à la fois spatiales, sociales, économiques et politiques.

D'après Patrick Charaudeau et Dominique Maingueneau (2002), chercheurs en sciences du langage, le récit se reconnaît par une succession temporelle d'action qui permettent une transformation plus ou moins forte de ses protagonistes. Le récit se distingue de la simple description par la « *mise en intrigue* », processus qui donne le sens à cette succession d'événements. La mise en récit n'est pas l'apanage de la production littéraire. Certains acteurs politiques, économiques ou encore scientifiques utilisent les histoires racontées pour « *faire rêver, émouvoir, renforcer l'adhésion du public à des idées, laisser entrevoir un monde meilleur, contribuer à faire accepter le changement, mais elles stimulent aussi la réflexion, éclairent et nourrissent le débat, invitent à la créativité, à l'échange, et peuvent ouvrir de nouvelles perspectives* ». (Resche, 2017). L'étude des récits est à la fois intéressante pour leur contenu, mais également pour comprendre les visions du monde véhiculées par les narrateurs (Resche, 2017). A ce titre, l'analyse des récits et contre-récits des différents acteurs autour des ressources, dans leur contenu et dans leur forme, donne des clés de lecture pour la compréhension des motivations, des objectifs et des rapports de forces entre ces différents acteurs.

Les ressources sont, ici, considérées comme des objets socialement construits (Raffestin, 1980 ; Magrin *et al.*, 2015) qui sont le résultat d'agencements qui combinent différents éléments tels que des instruments, des dispositifs, des récits, des inscriptions dans le territoire, des acteurs et des pratiques (Richardson et Weszkalnys, 2014). Elles sont prises

dans un ensemble de représentations et de pratiques situées, associé à la production d'espace et indissociable du système capitaliste (Harvey, 2008). Dans ce cadre, l'appel se concentre plus spécifiquement sur les ressources dites naturelles, entendues comme des éléments des milieux biophysiques socialement, politiquement et historiquement constitués comme ressources. Le capitalisme n'est pas un simple support neutre des activités de mise en valeur des ressources, mais une construction sociale et symbolique (Feola, 2020), adossé à des rapports de pouvoir à toutes les échelles où s'expriment des régimes d'appropriation, de négociation et de domination.

Face aux récits dominants (croissance, souveraineté, transition énergétique et écologique), tentent d'émerger des récits alternatifs (décroissance, anticapitalisme, anti-extractivisme, sobriété et justice environnementale (Larrère, 2017)) produits par de nouveaux acteurs et mobilisant de nouvelles pratiques et approches (artistiques, sensibles, discursives, humanistes). La mise en récit des ressources s'élabore à partir de récits situés, de paroles d'acteurs, d'images ou de représentations sensibles. Elle s'appuie alors sur le triptyque formé par la discursivité, au sens des conditions du discours (Foucault, 1966), la visualité (Mirzoeff, 2006) et la territorialité (Raffestin, 1980).

Par ailleurs, la matérialité de l'exploitation des ressources, marquée par des pollutions, des conflits d'usage, l'épuisement des milieux et les désillusions économiques, confronte les discours enthousiastes en faveur d'une plus grande consommation des ressources à leurs limites (Rockström *et al.*, 2009). L'exploitation de la ressource se termine souvent par des paysages sacrifiés, marqués par l'abandon et des dégradations irréversibles à l'échelle de la vie humaine (Tsing, 2017). Les représentations et les discours associés influencent alors ce qui est rendu visible, valorisé ou mis à distance dans les territoires par les dynamiques d'exploitation ou de mise en ressource. Le projet industriel et minier EMILI de production de lithium dans l'Allier par exemple, illustre la tension entre promesses territoriales et matérialité de l'exploitation, ainsi que les jeux d'échelles qu'elle implique. Porté au nom de la transition énergétique et de la souveraineté industrielle, il met en avant des bénéfices attendus (développement économique, emplois), tout en cristallisant des controverses autour d'impacts environnementaux et d'aménagement (consommation d'eau, pollutions, nuisances, transformations paysagères) qui reconfigurent les récits et les hiérarchies de priorités à l'échelle locale. Ce décalage nourrit des mises en récit portées par l'État et l'entreprise, qui cherchent à légitimer le projet en articulant intérêt général, promesse de développement territorial et dispositifs de concertation, face à des contre-récits centrés sur les problématiques environnementales et sociales locales.

Ces tensions permanentes entre matérialités, représentations et subjectivités invitent à interroger les ressources comme des objets à la fois disputés, gouvernés, mis en récit et vécus (Sardan, 2021). Dans cette perspective, les doctorales 2026 du groupe Recherches-Ressources proposent d'explorer, à toutes les échelles, les manières de représenter, de dire et d'agir sur les ressources. L'objectif de cette journée est de mettre en dialogue les différentes approches des représentations des ressources en sciences sociales (géographie et aménagement, urbanisme, économie, sciences politiques, histoire, histoire de l'art, sociologie, anthropologie, sciences du langage) mais aussi les approches autour de l'art et la science.

Axe 1 - Construire le récit des ressources : perspectives épistémologiques et réflexives

Cet axe interroge la façon dont différents courants scientifiques abordent et s'emparent, au gré des évolutions sociales, économiques et politiques, de la question des ressources en tant qu'objet socialement construit.

À partir des années 1980, des courants comme la *Political Ecology*, l'Économie Écologique ou les études sur la résilience des systèmes socio-écologiques ont émergé en réaction aux approches dominantes en économie ou en sciences de la nature (Arnauld de Sartre et al., 2024), qui traitaient la ressource comme une donnée stable, « naturelle » et technique. Ces courants invitent à considérer les ressources non comme des objets donnés, mais comme des constructions qui dépendent de regards disciplinaires, des outils d'analyse et des contextes dans lesquels elles sont étudiées. Ils montrent que la définition d'une ressource varie selon les approches (écologique, économique, politique, territoriale) et qu'elle est façonnée par des catégories, des indicateurs ou des cadres théoriques. Cette mise en perspective critique interroge directement les pratiques de recherche : comment nos disciplines produisent-elles ce que nous appelons une ressource ? Et selon quelles finalités ou visions du monde ?

Cette évolution des approches s'accompagne d'un renouvellement des manières de produire et de partager les savoirs sur les ressources. Les chercheurs sont amenés à expérimenter de nouveaux formats de diffusion (vulgarisation, médiation, expertise) qui les placent à l'interface entre production scientifique et engagement (parfois, jusqu'à des formes de militantisme). Une tension traverse alors les pratiques de recherche : les ressources doivent-elles être *technicisées* ou *politisées*, c'est-à-dire mises en débat à travers les inégalités, conflits ou asymétries qu'elles révèlent ?

Cet axe invite alors à interroger les dialogues, les frictions et les rapports de légitimité entre sciences humaines et sociales et autres disciplines. Les sciences humaines et sociales permettent de questionner la manière dont les savoirs scientifiques participent à construire les ressources comme des objets légitimes, à définir ce qui mérite d'être traité comme un problème (collectif), et à fonder ou hiérarchiser des choix d'action par les acteurs privés ou publics.

Dans le même temps, les interactions entre science et politique se recomposent. Les discours scientifiques sont mobilisés dans l'action publique, tandis que les chercheurs y répondent de manière contrastée : participation à des expertises portées par des acteurs aux intentions parfois divergentes, accompagnement de projets de mise en valeur, prise de distance critique ou engagement auprès de mobilisations. Des notions comme « résilience », « transition » ou « développement durable » circulent entre mondes scientifiques, institutionnels et économiques, donnant lieu à des réappropriations qui contribuent à produire des récits sur les ressources, leurs usages et leur valeur.

Ce mouvement invite à s'interroger sur ses effets en retour : comment ces circulations transforment-elles les pratiques scientifiques, les objets qu'on choisit d'étudier, les méthodes employées, les cadrages théoriques ou les postures adoptées ?

Axe 2 - Mise en récit, représentations et territorialisation des ressources

Comme évoqué précédemment, les ressources ne sont pas données mais sont l'objet d'une construction sociale à travers des opérations conjointes de territorialisation et de mise en récit. Délimiter, mesurer, cartographier, classer, exploiter, protéger, labelliser, sécuriser : ces pratiques matérielles, techniques et institutionnelles n'organisent pas seulement ces ressources et leur espace, elles participent à la construction symbolique et politique des territoires. Elles produisent des régimes de visibilité (Lussault, 2003), des régimes de justification (Chailleux, 2022) des hiérarchies de valeurs et des représentations qui orientent la perception des milieux, la hiérarchie des priorités et la légitimité des usages. Une ressource devient dès lors un objet à la fois matériel et symbolique, inséré dans des imaginaires. Ces imaginaires guident les décisions, les investissements et les rapports affectifs, mais nourrissent aussi les tensions et les conflits.

Cet axe propose d'interroger comment la territorialisation des ressources s'appuie sur des récits et des imaginaires qui produisent l'espace et le territoire, et comment les ressources, ainsi construites, en retour, façonnent les formes, les pratiques et les significations du territoire (Debarbieux, 2009).

Il s'agira d'analyser comment pouvoirs publics, entreprises, acteurs privés et habitants produisent, diffusent ou contestent des représentations de la ressource, entre récits de légitimation (développement, transition, souveraineté, attractivité) et récits concurrents (justice environnementale, sobriété, protection, communs). Dans l'action publique, ces récits s'appuient souvent sur des cadrages normatifs et des choix techniques qui redéfinissent coûts et bénéfices, et peuvent cristalliser des conflits, notamment au plus près des sites d'exploitation ou des milieux concernés. Ils prennent corps dans des discours et dispositifs de justification (promesse, urgence, nécessité), ainsi que dans des stratégies de communication, d'expertise et de concertation, où l'acceptabilité sociale devient un cadre d'action structurant la discussion et les critiques jugées recevables.

Dès lors, plusieurs questions se posent :

- Comment des matières et/ou des milieux sont-ils mis en ressource par des récits, des instruments (cartes, labels, zonages) et des inscriptions territoriales, et par quels acteurs (Richardson et Weszkalnys, 2014) ?
- Comment les ressources sont-elles investies de sens et mises en promesse (développement, modernisation, souveraineté, transition), et quels effets ces représentations ont-elles sur les paysages, l'image et l'organisation socio-politique des territoires ?
- Comment s'articulent (ou s'opposent) récits institutionnels, industriels, habitants et militants, et que révèlent-ils des rapports public/privé et des rapports de pouvoir (coopération, concurrence, conflictualité) ?
- Comment les jeux d'échelle (local/national/international), la mise en criticité (par ex. des métaux) et les chaînes de valeur reconfigurent-ils la territorialisation des ressources et les normes de gouvernance ?

Axe 3 - Contre-récits et nouveaux modes d'expression

Cet axe interroge le rôle et l'effet des approches et méthodes sensibles d'expression dans la mise en récit des ressources, notamment lorsqu'elles nourrissent des contre-récits militants. Il examine également la place de ses formes dans la diffusion, la réception et la production de savoirs scientifiques.

Des contre-récits émergent face aux discours dominants, à la fois des propositions de visions du monde alternatives, mais aussi des discours émancipateurs de cette domination (Solórzano et Yosso, 2002). Ces contre-récits peuvent se saisir de modes d'expression alternatifs, en réaction aux discours des dominants majoritairement technicistes, en utilisant l'art ou des approches sensibles pour mettre en récit les ressources (Chakroun et Daguin, 2023).

Dès lors, quels sont les contre-récits autour des ressources et comment s'expriment-ils (formes, registres, supports) ? Comment ces modes d'expression, selon leurs objectifs, leurs publics et leurs canaux de diffusion, influencent-ils la réception des messages et produisent-ils des effets concrets ? Comment ces mises en récit intègrent-elles (ou reconfigurent-elles) les spécificités territoriales des espaces concernées par l'exploitation, la protection ou la mise en ressource ? Est-ce que les modes d'expressions alternatifs sont considérés, par ceux qui les produisent, comme le seul moyen de se faire entendre et voir dans le débat public ?

Parallèlement, des chercheurs mobilisent les approches sensibles à des fins de diffusion des savoirs scientifiques et techniques, par exemple la bande-dessinée *Champs de Bataille*, d'Inès Léraud, journaliste, en collaboration avec Léandre Mandard, doctorant en histoire ; en tant qu'objet d'étude, comme les *Visual Studies* qui considèrent que l'imagerie permet de saisir « *les formes sociales et politiques qu'elle visualise, qu'elle contribue à produire* » (Boidy, 2017) ; ou encore dans le processus de création du savoir scientifique par de nouvelles formes d'enquête par des expériences participatives, multi-acteurs, situées ou immersives (Sgard *et al.*, 2018), voire par des expérimentations au croisement entre la production artistique et la production de savoirs scientifiques (Daguin-Delin, 2023).

Comment croiser écriture scientifiques, productions visuelles et artistiques dans le travail de recherche, de la production à la restitution ? Quels sont les apports et les limites de ces méthodes pour décrire et analyser la mise en récit des ressources ?

Bibliographie :

ARNAULD DE SARTRE Xavier, BOUSQUET François, PETIT Olivier et VIVIEN Franck-Dominique, 2024, « Comprendre les dynamiques interdisciplinaires des communautés épistémiques à l'interface entre natures et sociétés : une étude comparative de l'Économie écologique, de la Résilience des systèmes sociaux et écologiques et de la Political Ecology », *Natures Sciences Sociétés*. doi:10.1051/nss/2024034

BOIDY Maxime, 2017, « Introduction », *Libre cours*, p. 5-11.

CHAILLEUX Sébastien, 2022, « La trajectoire de la politique minière française depuis 1990 : survivance et marginalisation du régime de justification des acteurs miniers », in Sébastien Chailleux, Sylvain Le

Berre et Yann Gunzburger (dir.), *Ressources minérales et transitions - Trajectoires politiques du sous-sol français au 21^{ème} siècle*, Vol. 38, Peter Lang Verlag, p. 151-179.

CHAKROUN Leila et DAGUIN Anouk, 2023, « Arpenter ensemble le paysage à la recherche des betteraves montées - Comment la variabilité du vivant invite à recréer un sol commun », in *Journées d'étude "Les Paysages ruraux. Perception, représentation, patrimonialisation"*, Saint-Etienne, France, Éditions Chemin de Tr@verse. Consulté à l'adresse <https://shs.hal.science/halshs-04659940>

CHARAUDEAU Patrick et MAINGUENEAU Dominique, 2002, *Dictionnaire d'analyse du discours*, Paris, Éd. du Seuil, 661 p.

DAGUIN-DELIN Anouk, 2023, « La richesse des bavardages ordinaires. Engager des processus de rencontre différents par la pratique scientifique et la médiation des plantes. », Thèse, Art et histoire de l'art, Institut Polytechnique de Paris.

DEBARBIEUX Bernard, 2009, « Territoire - Territorialité - Territorialisation : aujourd'hui encore, et bien moins que demain... », in Martin Vanier, *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*, Presses universitaires de Rennes, p. 19-30.

FEOLA Giuseppe, 2020, « Capitalism in sustainability transitions research: Time for a critical turn? », *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 35, p. 241-250.

FOUCAULT Michel, 1966, *Les mots et les choses: une archéologie des sciences humaines*, Gallimard, 434 p.

HARVEY David, 2008, *Géographie de la domination*, Paris, Les Prairies ordinaires, 118 p.

LARRÈRE Catherine, 2017, *Les inégalités environnementales*, Paris, « la Vie des idées.fr » PUF.

LUSSAULT Michel, 2003, « Visibilité (régime de) », in Jacques Lévy et Michel Lussault, *Dictionnaire de la géographie et l'espace des sociétés*, Nouvelle édition revue et augmentée, Paris, Belin.

MAGRIN Géraud, CHAUVIN Emmanuel, PERRIER BRUSLÉ Laetitia, LAVIE Émilie et REDON Marie, 2015, « Introduction. Les ressources, enjeux géographiques d'un objet pluriel », in Laetitia Perrier Bruslé (dir.), *Ressources mondialisées : Essais de géographie politique*, Paris, Éditions de la Sorbonne, p. 5-23.

MIRZOEFF Nicholas, 2006, « On Visuality », *Journal of Visual Culture*, vol. 5, n° 1, p. 53-79.

RAFFESTIN Claude, 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques.

RESCHE Catherine, 2017, « Le récit en littérature et en économie : similitudes, différences et hybridité », *Littérature et économie*, Université Aix-Marseille, LERMA ; conférencière invitée, Mar 2017, Aix-en-Provence, France

RICHARDSON Tanya et WESZKALNYS Gisa, 2014, « Introduction: Resource Materialities », *Anthropological Quarterly*, vol. 87, n° 1, p. 5-30.

ROCKSTRÖM Johan, STEFFEN Will, NOONE Kevin, PERSSON Åsa, CHAPIN F. Stuart III, LAMBIN Eric, LENTON Timothy M., SCHEFFER Marten, FOLKE Carl, SCHELLNHUBER Hans Joachim, NYKVIST Björn, DE WIT Cynthia A., HUGHES Terry, VAN DER LEEUW Sander, RODHE Henning, SÖRLIN Sverker, SNYDER Peter K., COSTANZA Robert, SVEDIN Uno, FALKENMARK Malin, KARLBERG Louise, CORELL Robert W., FABRY Victoria J., HANSEN James, WALKER Brian, LIVERMAN Diana, RICHARDSON Katherine, CRUTZEN Paul et FOLEY Jonathan, 2009, « Planetary

Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity », *Ecology and Society*, vol. 14, n° 2, p. art32.

SARDAN Jean-Pierre Olivier de, 2021, *La revanche des contextes. Des mésaventures en ingénierie sociale en Afrique et au-delà*, Karthala, 496 p. doi:10.3917/kart.olivi.2021.01

SGARD Anne, BONIN Sophie, DAVODEAU Hervé, DÉRIOZ Pierre, PARADIS Sylvie et TOUBLANC Monique, 2018, « Construire en commun par le paysage. Trois controverses paysagères relues à l'aune du bien commun », *Espaces et sociétés*, vol. 175, n° 4, p. 105-122.

SOLÓRZANO Daniel G. et YOSSO Tara J., 2002, « Critical Race Methodology: Counter-Storytelling as an Analytical Framework for Education Research », *Qualitative Inquiry*, vol. 8, n° 1, p. 23-44.

TSING Anna Lowenhaupt, 2017, *Le champignon de la fin du monde: sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, les Empêcheurs de penser en rond-la Découverte.

Modalités de soumission :

Les propositions de communication des jeunes chercheur·e·s sont à envoyer par courriel (drr-2026@univ-reims.fr) au comité d'organisation avant le **16 mars 2026**.

Elles comprendront :

- le nom et le prénom de l'auteur.ice (ou des auteur.ice·s) ;
- l'affiliation institutionnelle de l'auteur.ice (ou des auteur.ice·s) ;
- l'adresse électronique de l'auteur.ice (ou des auteur.ice·s) ;
- Le titre de la communication ;
- un résumé de 300 mots ;
- une courte bibliographie (10 références maximum) ;

Les propositions de communication peuvent prendre des formes variées afin que les auteur.ices laissent libre cours à leur créativité. Une ou deux illustrations peuvent accompagner la proposition, à condition que cela serve le propos scientifique.

Calendrier :

Lancement de l'appel à communication : 23 janvier 2026

Dépôt des résumés : 16 mars 2026

Réponse aux proposant·s : début avril

Conseil scientifique :

François Bost, professeur des universités, laboratoire Habiter, Université de Reims Champagne Ardenne

Benoît Dugua, maître de conférences, laboratoire Habiter, Université de Reims Champagne Ardenne

Leila Chakroun, maîtresse de conférences, laboratoire LADYSS, Université Paris-Cité

Maeliss Gouchon, doctorante, laboratoire REGARDS, Université de Reims Champagne Ardenne

Selin Le Visage, maîtresse de conférences, laboratoire LADYSS, Université Paris 8

Corten Perez-Houis, post-doctorant, Chaire Economie circulaire et métabolisme urbain, Laboratoire Splott, Université Gustave Eiffel

Ophélie Petiot, doctorante, laboratoire Habiter, Université de Reims Champagne Ardenne, ATER, Université CY de Cergy Paris Université

Frédéric Piantoni, maître de conférences HDR, laboratoire Habiter, Université de Reims Champagne Ardenne

Audrey Sérandour, professeur junior, CRESAT, Université de Haute-Alsace

Franck-Dominique Vivien, professeur des universités, laboratoire Regards-CRIEG, Université de Reims Champagne-Ardenne

Comité d'organisation

Joseph Bohbot, docteur, laboratoire Médiations, Sorbonne Université

Myrtille Schlur, doctorante, laboratoire Habiter, Université de Reims Champagne-Ardenne

Camille Smadja-Vigier, doctorante, laboratoire SPLOTT, Université Gustave Eiffel

Benjamin Housset, doctorant, laboratoire Habiter, Université de Reims Champagne-Ardenne